

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1725 - 5 novembre 1992 - 4,50 F

D 1725 PANAMA: L'OMBRE INSISTANTE DES ÉTATS-UNIS

En février 1992, le *New York Times* faisait connaître une étude du Pentagone sur la sécurité des États-Unis pour la période 1994-1999. Dans l'incertitude de l'après-communisme et après la guerre du Golfe persique, il y était fait état de sept scénarios d'éventuels conflits internationaux, dont un au Panama, le seul d'Amérique latine.

On se souvient de l'intervention nord-américaine au Panama en décembre 1989 (cf. DIAL D 1458, 1467, 1469 et 1516). Aujourd'hui, le gouvernement Endara issu de cette intervention est particulièrement discrédité par son inconsistance. Sous couvert de lutte contre le trafic de stupéfiants, les États-Unis font du Panama une plaque tournante. C'est dans cet esprit qu'a été signé en août 1991 entre les deux pays un "Traité d'assistance légale mutuelle". Y a-t-il un rapport entre ce nouveau traité et la vieille question du Canal de Panama, toujours sous souveraineté nord-américaine (cf. DIAL D 1622)? L'analyse ci-dessous essaie de répondre à cette question. L'auteur en est Raúl Leis et l'article est tiré de *Pensamiento Propio* d'avril 1992.

Note DIAL

L'INVASION PROMISE

Dans un document du Pentagone connu voici quelques semaines, les États-Unis ont annoncé un scénario de nouvelle invasion du Panama. Le monde a-t-il changé? La politique militaire des États-Unis envers l'Amérique latine et envers Panama a-t-elle changé?

En 1935, un auteur militaire écrivait: "Nous avons décidé de jouer aux cartes, mais quand nous nous sommes assis, on s'est aperçu que c'était un jeu de poker". Cette métaphore de J.F.C Fuller traduit dans sa simplicité la réalité dont discutent stratèges et hommes politiques nord-américains d'aujourd'hui: les anciennes règles ne sont plus de mise et malheur à celui qui ne s'en aperçoit pas!

Ce qui est sûr c'est que, en cette époque de changements coperniciens, la question centrale semble bien être la suivante: où, comment et pourquoi la force militaire sera-t-elle employée pour la défense des intérêts nord-américains dans le monde? En toute hypothèse, il n'y a aucune place dans le débat pour une réduction des armements ni pour une remise en cause, aussi minime soit-elle, de la sécurité nationale des États-Unis et de leur hégémonie dans un monde qui, avec l'effondrement du bloc communiste de l'Europe de l'Est, a perdu son contrepoids. Il s'agit, bien au contraire, de comprendre à fond le principe militaire selon lequel "la tâche la plus importante de la science militaire a toujours été de définir la nature de la guerre de demain". Les stratèges nord-américains sont également très conscients des rapports entre la guerre et la politique, de la place de la population dans ce que le général John Galvin nomme "les guerres embarrassantes", et surtout de la nécessité de prévoir les nouveaux scénarios et de s'y préparer activement.

Alors que le débat se poursuit, la politique militaire des Etats-Unis en Amérique latine semble toujours tourner autour de trois axes, avec une tendance lourde en ce sens. Premièrement, conserver la capacité militaire d'intervention dans la région et, si nécessaire, la mettre en oeuvre. Deuxièmement, planifier et mener la guerre contre le trafic de stupéfiants et contre le "narco-terrorisme". Troisièmement, continuer à renforcer la capacité des forces armées latino-américaines.

L'objectif du combat contre le communisme n'apparaît plus clairement à l'horizon. Mais on ne peut pas non plus oublier ce qu'a déclaré un agent de la sûreté à un dirigeant populaire lors d'un contrôle dans un aéroport: "Les révolutions sont finies, mais pas les révolutionnaires." Pour les Etats-Unis, même si l'Amérique latine n'est plus une priorité en matière de sécurité, elle continue d'être une menace latente et actuelle qui les contraint de maintenir leur triple objectif dans la région.

Compte tenu de ce contexte, comment se situe Panama dans les projections géopolitiques des Etats-Unis?

Prêts à intervenir

Bush prêche la démilitarisation en Amérique centrale. On prône la fermeture ou la conversion à d'autres usages de cent cinquante bases nord-américaines dans le monde, avec une réduction de 24% de celles-ci. Le général Colin Powell, chef d'état-major, échafaude un plan de réduction de dix à quatre pour les commandements principaux des Etats-Unis, dont celui du Commandement-Sud installé au Panama. La fin du conflit Est-Ouest semble faire prévaloir la thèse de "la fin des idéologies tout comme la fin des guerres conventionnelles".

Vue sous un autre angle, cette réalité est trompeuse. Alors que diminuent les effectifs et les équipements liés à la guerre froide, on voit augmenter la capacité militaire des Etats-Unis à "riposter à des crises régionales limitées et passagères telle celle de Panama", selon les termes de Nancy Dorn. En fonction de cette conception, les forces opérationnelles spéciales de combat anti-insurrectionnel, ou pro-insurrectionnel (comme dans le soutien aux "contras" du Nicaragua), d'interventions et de missions clandestines, sont passées de 31.000 membres en 1981 à 44.000 l'an dernier. Il est prévu au programme d'installer un nouveau commandement "d'opportunité" qui puisse faire face aussi bien à des interventions - comme celle dont, il y a peu, le secrétaire d'Etat Bernard Aronson menaçait le Surinam - qu'à la lutte contre le trafic de stupéfiants.

D'après un document du Pentagone rendu public par le **New York Times**, sept scénarios de conflits internationaux éventuels sont prévus pour la décennie à venir. L'unique scénario latino-américain retenu est localisé à Panama, et décrit comme un possible coup d'Etat monté contre la démocratie par des militaires liés aux anciennes forces panaméennes de défense et aux trafiquants internationaux de stupéfiants. Conformément à ce document, ce scénario pousserait à une nouvelle intervention des Etats-Unis avant la fin du siècle. Cette promesse d'invasion contraste avec l'affirmation du secrétaire d'Etat à la défense, Richard Cheney, qui a déclaré, après une rencontre de quatorze minutes avec le président Endara, que les Etats-Unis avaient l'intention de respecter au pied de la lettre les traités sur le canal de 1977; en vertu de ces accords, les Etats-Unis mettront fin à leur présence à Panama le 31 décembre 1999 à minuit.

Y a-t-il là une contradiction? Pas nécessairement. La possibilité d'une intervention et d'une invasion du Panama n'est pas liée à la présence ou non des bases nord-américaines dans le pays. Le traité de neutralité du canal est très clair sur l'attribution aux Etats-Unis du droit d'intervention unilatéral et permanent en

cas de perturbation du fonctionnement du canal actuel ou de futurs canaux qui traverseraient le sol panaméen.

Ce qui est également très clair c'est qu'en cas de maintien de la situation mondiale actuelle, et avant la fin du siècle, les Etats-Unis réduiront progressivement leur présence militaire à Panama en la limitant à deux ou trois installations-clés permettant de maintenir la capacité d'intervention et la sécurité du canal. La permanence de telles installations à Panama feraient l'objet d'une négociation ultérieure.

Le canal et la nation

Au regard de la situation intérieure panaméenne, les Etats-Unis comptent sur plusieurs éléments pour se maintenir: la présence d'un gouvernement installé par leurs soins à l'occasion de leur intervention militaire, et la pression économique. Même si les Etats-Unis ne paient rien actuellement pour leurs bases, leur présence représente 270 millions de dollars annuels de revenus pour l'économie panaméenne et l'emploi de quelque six mille civils avec de bons salaires.

Il y a cependant d'autres arguments pour un retrait de la présence nord-américaine. L'élément le plus important c'est que cette présence constitue un danger pour l'existence même de la nation et pour son indépendance. L'argument est évident pour une partie des Panaméens et il serait acceptable pour les autres dans la mesure où les questions en suspens en matière d'économie et de sécurité trouveraient une solution.

Sur le plan économique c'est un fait que, avec le départ des Etats-Unis, reviendraient au pays quelque cinq mille immeubles militaires et trente-quatre mille hectares, sans parler des installations électriques, aqueducs, oléoducs, ponts, etc., le tout ajouté aux biens du canal représente près de trente milliards de dollars, selon les calculs de certains experts. Un pays prêt à recevoir cet héritage pourrait l'appliquer à son développement économique et social. Par ailleurs, les installations du canal dûment gérées, en s'articulant avec d'autres projets, constituent des avantages sans pareil pour Panama.

Quant à la défense du canal, on pourrait imaginer la mise en place d'une force de sécurité panaméenne, sans qu'elle soit nécessairement d'ordre militaire, surtout si l'on donnait un véritable statut de neutralité à la voie interocéanique. Le coeur du débat n'est pas la capacité technique des Panaméens à faire fonctionner le canal, mais leur aptitude politique et économique à l'intégrer efficacement dans un projet d'ordre national.

La prise de conscience grandissante à Panama de la nécessité de mettre à profit sa position géographique et son canal, liée à la volonté d'une plus grande marge d'autodétermination, peut freiner l'utilisation du territoire national comme tremplin pour des interventions à l'intérieur et à l'extérieur. Reste que l'interventionnisme reconnu par le Traité de neutralité du canal est une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus des Panaméens, pour lesquels il y a là un combat à mener à long terme.

Même si les invasions n'ont pas besoin d'autorisation ni ne dépendent des lois et des traités, il est plus difficile de les justifier et de les exécuter quand elles le sont de facto. Tandis qu'un traité qui place le pays "sous le parapluie du Pentagone", comme l'a dit le général Torrijos en le signant, c'est un défi stratégique pour la survie de la nation panaméenne.

L'argument du trafic de stupéfiants

Dans le cas de Panama, les Etats-Unis peuvent arguer que leurs troupes doivent rester dans le pays non pas tant pour un objectif idéologique - comme l'était la lutte contre le communisme - que pour un objectif moralement et politiquement défendable, comme l'est la lutte contre le trafic de stupéfiants.

De plus, par le biais de leurs différentes agences, les Etats-Unis sont chargés de l'entraînement, de l'assistance voire même de la direction des trois principaux corps de sécurité du pays: la force publique, la police technique judiciaire et le service de la protection institutionnelle. Jusqu'à l'an 2000, la tactique des Etats-Unis semble être de se charger de la sécurité intérieure de Panama tout en diminuant la visibilité de l'occupation militaire nord-américaine, ce qui aurait pour effet, par absence de contrepartie, que les Etats-Unis assureraient unilatéralement la défense du canal. En ce sens, les forces de sécurité panaméennes sont une sorte de fausse police de mercenaires militarisés. Les Panaméens, fortement antimilitaristes, voient ainsi surgir en permanence la menace d'une remilitarisation du pays par manière de subordination aux intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis. Quant à l'autre militarisme, celui qui a envahi le pays de façon sanglante le 20 décembre 1989, il se promène avec suffisance par air, mer et terre.

Le plus clair de l'affaire est que, quelles que soient les nouvelles modalités de la politique militaire des Etats-Unis envers l'Amérique latine, Panama demeure un goulet stratégique où continueront de se jouer les intérêts de la sécurité nationale des Etats-Unis, non pas tant pour son importance en soi que comme pont pour l'expansion hégémonique nord-américaine en un temps de changements profonds et inéluctables.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine: 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441